



Le budget fédéral de 2007 et l'eau

Que contient le budget?

- 11 millions sur deux ans pour décontaminer le bassin des Grands Lacs
- 5 millions sur deux ans pour la Commission mixte internationale afin d'étudier plus à fond les Grands Lacs
- 12 millions sur deux ans pour la dépollution du lac Simcoe
- 7 millions sur deux ans pour accélérer la dépollution du lac Winnipeg
- 39 millions sur deux ans pour la recherche en sciences halieutiques
- 19 millions sur deux ans pour la prévention, la surveillance et l'observation des mesures de protection contre la pollution de l'eau le long des côtes.

Qu'est-ce que cela signifie pour les Canadiens?

Le budget de 2007 consacre un grand total de 93 millions de dollars sur deux ans à une stratégie nationale sur l'eau, avec un montant additionnel de 324 millions de dollars pour la Garde côtière canadienne. Il s'agit, littéralement, d'une goutte d'eau dans l'océan. Les montants alloués sont très, très loin de répondre aux besoins pressants en matière d'investissements dans les réseaux de distribution de l'eau potable et de traitement des eaux usées des municipalités canadiennes. Les documents budgétaires indiquent qu'une partie de l'argent destiné à l'infrastructure alloué aux provinces, aux territoires et aux municipalités servira à soutenir des projets d'eau et d'eaux usées. Mais il n'y a pas d'augmentation réelle du financement accordé aux infrastructures municipales et

l'argent alloué sera soumis à une grille de privatisation.

Que manque-t-il dans ce budget?

Il manque une stratégie nationale sur l'eau. Le seul fait de lui en donner le nom ne fait pas de cette proposition une véritable stratégie nationale sur l'eau. Il faut des investissements sérieux à long terme pour répondre aux besoins des collectivités canadiennes à cet égard. En plus des 93 millions de dollars sur deux ans, le budget laisse entendre qu'une partie de l'argent destiné à l'infrastructure des municipalités servira aux projets d'eau et d'eaux usées. Mais aucun montant n'est précisé et l'argent alloué à l'infrastructure municipale mène directement aux partenariats public-privé, malgré les preuves accablantes qui montrent que les PPP entraînent du gaspillage, coûtent cher et n'ont pas de comptes à rendre à la population.

En outre, le budget mentionne des améliorations à la qualité de l'eau dans les collectivités autochtones, là encore sans montants précis, et rien n'est alloué spécifiquement dans le budget. Les problèmes d'approvisionnement et de normes de sécurité dans les réserves autochtones ont atteint un point critique. Le gouvernement fédéral doit impérativement veiller à ce que les peuples autochtones aient accès à une eau potable salubre et limpide. L'état de l'approvisionnement en eau dans les collectivités des Premières Nations est une honte nationale. Le gouvernement fédéral avait l'occasion, dans son budget, de s'engager sérieusement à résoudre cette crise. Il a choisi de ne pas la voir.

Pour de plus amples détails, visitez www.scfp.ca